

Washington prend des mesures à compte gouttes à l'égard de Cuba, mais le blocus est toujours là



Par Guillermo Alvarado

Les Départements du Trésor et du Commerce des États-Unis ont annoncé de nouvelles réglementations qui modifient de façon partielle et limitée le blocus économique, commercial et financier contre Cuba, une politique agressive qui dure depuis plus d'un demi siècle et dont la colonne vertébrale n'a pas pratiquement changée.

Parmi les nouvelles mesures annoncées se trouve la possibilité d'utiliser le dollar étasunien dans les transactions financières de Cuba et une certaine flexibilité des conditions mises aux citoyens étasuniens pour voyager dans notre pays.

Il faut étudier à fond la véritable portée de ces mesures adoptées par le président Barack Obama, qui réalisera, à partir de ce dimanche, une visite à Cuba, qualifiée d'historique, étant donné qu'il s'agit de la première visite d'un président des États-Unis dans notre pays depuis le triomphe de la Révolution en 1959 et la seconde de l'histoire.

En 1928, le président John Calvin Coolidge, est arrivé à La Havane où il a trouvé un gouvernement servile, à la tête duquel se trouvait le dictateur Gerardo Machado, qui avait besoin de cette reconnaissance de Washington pour prolonger sa dictature face à l'opposition de plus en plus croissante de la société cubaine.

Un panorama très différent attend Obama à Cuba. Il sera reçu par un peuple qui est fier de toutes les conquêtes faites durant ces 5 dernières décennies, ainsi que du système politique, économique et social qu'il s'est donné en toute liberté.

Cuba accueillera le président des États-Unis avec respect et cordialité, parce que nous sommes un pays fort, qui a largement prouvé sa capacité d'avoir des relations dans le cadre du concert des nations, sur un pied d'égalité, sans aucun type de subordination et sans aucune peur.

Nous écouterons Obama, mais on lui expliquera aussi, peut-être, dans les discours, mais en lui montrant dans la pratique, combien avons nous fait et combien nous aurions pu faire si le blocus n'existait pas.

Cuba se doit de réaliser son commerce avec le monde sous la menace constante de sanctions qui découragent des entreprises et entités financières mondiales. Pas mal de fois, cette conjoncture est présentée comme un prétexte pour augmenter les coûts au dessus des standards.

Nous ne parlons pas d'une menace fantasmagorique, mais des faits réels. Des banques et des firmes qui ont osé faire des affaires avec notre pays se sont vues frapper d'amendes millionnaires.

C'est très bien que les citoyens étasuniens aient reçu désormais la permission de voyager en individuel à Cuba, mais ce qui est incompréhensible est l'interdiction qui pèse sur eux pour faire du tourisme dans notre pays, comme les personnes du reste de la planète dont plus d'un million ont choisi de venir en visite touristique cette année à Cuba.

L'administration Obama persiste sur sa politique de compte gouttes pour remédier à une situation créée par ses prédécesseurs. Ces mesures partielles sont positives, mais insuffisantes pour surmonter le principal écueil vers la normalisation des relations avec Cuba: le blocus.

Il faut y ajouter la restitution du territoire occupé par l'illégale base navale de Guantánamo, l'élimination de programmes destinés inutilement à favoriser la déstabilisation interne, la fin de la dite politique de "changement de régime" et des agressions de radio et de télévision contre notre pays.

Malgré tout, Obama sera reçu de façon respectueuse par ce peuple, qui n'oublie pas cependant l'histoire.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/87550-washington-prend-des-mesures-a-compte-gouttes-a-legard-de-cuba-mais-le-blocus-est-toujours-la>



Radio Habana Cuba